

CAMPAGNE IR : PROLONGATIONS POUR LES PRÉPARATIFS

Lors des précédents épisodes, Solidaires Finances Publiques 05 avait interpellé le DDFIP local afin d'organiser soit un CHS, soit un Comité Technique en compagnie des acteurs de prévention, pour aborder le thème de la Campagne IR dans le cadre de la crise sanitaire actuelle.

Solidaires 05 avait d'ailleurs rédigé à cet effet une lettre ouverte restée sans réponse de la part de l'équipe de Direction locale.

Ce vendredi la direction a organisé une audience sur la campagne IR, annoncée moins de 24 h avant.

Malgré des échanges écrits en amont entre notre organisation et le DDFIP, ce rendez-vous dans l'urgence a été maintenu par le DDFIP.

Aucun document préalable n'ayant été fourni, il était à prévoir que cette réunion sur le format d'une Mini série Netflix n'allait guère porter d'enseignements sur la forme et sur le fond.

Sur la forme deux organisations syndicales seulement étaient présentes (Fo et Solidaires 05) . Sur le fond, la note départementale communiquée aux chefs de service le 08/04 était restée dans les tiroirs du DDFIP.

Notre organisation a dénoncé ce semblant de dialogue social dans un contexte méprisant, faisant fi des problématiques en cours sur les plans sanitaires, sécuritaires (accueil) et sur les conditions de travail. Nos élus ont déploré que les acteurs de prévention ne soient pas associés pour apporter leur éclairage dans le contexte épidémique actuel.

Les débats de ce « 50 minutes Inside » ont tourné à une grande farce générale. Sur le plan sanitaire des réponses évasives sur les jauges, les masques, les circulations au sein des locaux montrent des approximations inacceptables dans le contexte actuel.

Sur le plan sécuritaire, une simple réponse pour affirmer que l'on ajusterait si nécessaire.

Sur le plan des conditions de travail nous avons évoqué l'accueil, le téléphone, Internet et l'ensemble des autres tâches (APRDV, téléphone à travers le soutien aux plates-formes, Courrier, Contentieux, Traitement des listes, des déclarations dans Gestpart, Saisie des 2042, etc.), en lien avec les charges actuelles et la mise en place du télétravail ou des absences sur autorisation dans les services, etc.

Nos interlocuteurs n'ont pas apporté de réponses éclairantes. Le DDFIP répondant qu'un seul appel téléphonique avait été recensé sur Briançon ce Jeudi 08 avril . Une réponse très légère dénoncée par notre organisation. Pour dresser un bilan il va falloir attendre un peu plus qu'une seule journée.

Les AFIPA affirmant tel Nostradamus qu'il y aurait moins de monde dans les accueils cette année.

A l'issue de cette grande mascarade, les élus solidaires 05 dans la continuité de leurs actions précédentes ont en lien avec les autres organisations syndicales saisi le Ddfip , afin qu'un Comité Technique en présence des acteurs de préventions soit organisé dans les plus brefs délais (cf demande au verso).

Nous précisons qu'il ne s'agit pas pour Solidaires 05 de faire du catastrophisme avant l'heure, mais de dénoncer le fait aujourd'hui que les services de gestion sont au bout du rouleau et dans l'impossibilité de gérer, même de manière dégradée, une campagne IR digne de ce nom. Le moindre grain de sable dans les rouages risque de faire dérailler la machine, et de manière plus grave, les personnels avec.

Quant à la prévention sur l'approche de la situation sanitaire, il est inutile de vous faire un dessin pour comprendre que des garanties et mesures de protection doivent être prises en faveur des personnels avec la plus grande attention requise.

Ci joint : notre demande,

Monsieur le DDFIP,

Les élus FO, Solidaires, CGT et CFDT demandent ce jour, la tenue d'un Comité Technique exceptionnel en lien avec le déroulement de la Campagne IR et les conditions sanitaires actuelles.

Les sujets que nous voulons voir évoqués sont :

— les règles sanitaires dans les différents sites gap embrun Briançon

- l'aspect sécuritaire : l'accueil de la population quand il y a aussi peu de monde en présentiel (Situation des agents d'accueil et des services civiques)

- les conditions de travail des agents vu le nombre de canaux d'accueil différents, la charge de travail et les règles différentes appliquées selon les endroits du département.

La campagne IR a débuté depuis le 8 avril, la note départementale locale présentée le 08/04 aux responsables de Centre n a pas été présentée aux représentants du personnel preuve de la légèreté de la gestion administrative des ressources RH dans ce département.

Compte tenu de la situation et de l'axe de notre demande (détaillée ci dessus), nous vous demandons de bien vouloir associer le Médecin de travail, et l'Inspecteur Santé et Sécurité au travail à cette réunion. Leurs avis et expertise nous semblent incontournables et indispensables.

Dans l'attente de votre réponse

Cordialement

LES ELUS DE L'INTERSYNDICALE

VOS REPRESENTANTS SOLIDAIRES